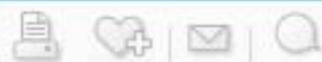


[Accueil](#)

EN BREF



Laurent Wauquiez : « Un jeune sur 5 devra être formé en alternance en 2015 »

Laurent Wauquiez, le secrétaire d'état chargé de l'emploi, a reçu des mains d'Henri Proglio, le nouveau PDG d'EDF, le rapport sur l'alternance qui lui avait été commandé en avril 2009 par le président de la République. L'occasion de faire le point sur la stratégie gouvernementale pour promouvoir et développer l'alternance, une stratégie qui s'appuie beaucoup sur les entreprises, mais qui semble oublier les centres de formation.

Huit mois de consultation. C'est le temps qu'il aura fallu à Henri Proglio pour élaborer un rapport de 62 pages sur les freins au développement de l'alternance. Une assemblée de DRH des 45 plus grandes entreprises françaises était réunie à Bercy ce jeudi 10 décembre 2009 pour entendre les premières propositions de ce rapport.

Un grand portail de l'alternance

La création d'un crédit d'impôt pour les entreprises engagées dans le développement de l'alternance, la promotion de l'alternance dans l'exécution des marchés publics ou bien encore la mise en place d'un grand portail de l'alternance pour faire se rencontrer l'offre des entreprises et la demande des jeunes, voilà quelques unes des pistes présentées par le nouveau PDG d'EDF. Pour traduire ce rapport en actes, Laurent Wauquiez a annoncé la mise en place d'un comité de trois experts, une "task force" qui devra proposer dès février des solutions aux problèmes des apprentis et des entreprises qui les recrutent.

"Toutes les grandes écoles doivent s'engager dans l'apprentissage"

Cette conférence a été l'occasion pour le secrétaire d'état de souligner la mobilisation en faveur de l'alternance des grandes entreprises présentes, mobilisation qui, conjuguée à l'action du gouvernement, a permis "la signature de 150 000 contrats d'alternance en septembre et octobre, soit un niveau équivalent à celui de la rentrée 2008". "Mais on ne peut pas s'en contenter, a-t-il martelé. L'alternance doit devenir un des piliers majeurs de la formation des étudiants en France. Un jeune sur 5 devra être formé en alternance en 2015". Pour atteindre cet ambitieux objectif, l'une des conditions est d'après lui de changer l'image de l'alternance, « encore trop souvent attachée aux métiers manuels. Et pour changer cette image, il faut que toutes les grandes écoles s'engagent dans l'apprentissage. Ce que fait l'ESSEC est bien, mais son exemple doit être suivi par d'autres », a ajouté M. Wauquiez.

Peu de place laissée aux établissements d'enseignement supérieur dans le processus politique

Les 86 écoles d'ingénieurs et la quasi totalité des grandes écoles de commerce qui proposent déjà des formations en alternance apprécieront sans doute modérément la remarque du secrétaire d'état à l'emploi. Elles s'étonneront sans doute aussi, comme beaucoup d'acteurs de l'alternance, du peu de place laissée aux établissements d'enseignements dans le processus de réflexion du secrétaire d'état : en effet, sa « task force » censée faire des propositions concrètes en début d'année ne compte que des DRH de grands groupes. Et la liste des personnalités rencontrées par Henri Proglio pour rédiger son rapport ne compte pas un seul directeur de CFA. Un oubli ?

Sandrine Chesnel

11.12.09